



## Déclaration FSU au CDEN du 5 juillet 2021-07-05

Cette deuxième année d'école sous Covid a été éprouvante et épuisante à plus d'un titre. Le ministère de son côté, loin de tirer les leçons du premier confinement, a persisté dans son fonctionnement, traçant seul sa route. Impréparation, absence de concertation, négation de la réalité de l'épidémie dans le milieu scolaire, annonces à grand renfort médiatique auront rythmé le quotidien de l'école.

Pourtant, malgré le manque d'accompagnement et de soutien de l'institution, face à des situations inédites, les personnels ont su s'adapter et ont tenu l'école. Cette année aura, une fois de plus, démontré le professionnalisme des enseignant-es et des AESH, leur souci constant d'assurer la sécurité et la sérénité dans les écoles pour les élèves et les familles. Elles et ils ont porté à bout de bras le service public d'éducation.

Cette crise aurait dû être l'occasion d'une remise en question profonde de la politique éducative menée comme des réformes engagées, mais le ministre persiste.

Sous couvert de réduire les inégalités, le resserrement sur les « fondamentaux » les aggrave en appauvrissant les apprentissages notamment pour les élèves issus des milieux populaires. La France reste également un pays où le sous-investissement chronique pour l'école perdure par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Le ministère entend imposer une forme de statut hiérarchique à la direction d'école, cela bouleverserait profondément le fonctionnement des écoles au quotidien, ce que la profession ne veut pas. La mise en place des contrats locaux d'accompagnement remet en cause 40 ans de politique d'éducation prioritaire.

Contrairement aux annonces du ministre à l'occasion du Grenelle, les mesures de revalorisation seront loin d'être historiques et sans aucun engagement pluri-annuel. Seule une partie de la profession est concernée tandis que pour la majorité la revalorisation sera anecdotique. « Ressources humaines de proximité, accompagnement des personnels, personnalisation des parcours, esprit d'équipe... » sont les mots clés de l'agenda social à venir avec la vision managériale de la rue de Grenelle. Ces multiples réformes visent à modifier en profondeur le système éducatif et par là même le mettent en danger.

L'instauration d'une part variable de la prime REP+ en est un bon exemple. Au contraire de développer et renforcer les collectifs de travail, il crée une mise en concurrence des écoles et du collège au sein d'un même réseau d'éducation prioritaire renforcé et au sein d'une même académie. La répartition imposée des montants de la prime ne ferait que créer des injustices et des incompréhensions, des concurrences entre écoles, entre écoles et collèges, qui jusque-là travaillaient ensemble, d'autant qu'aucun mécanisme garantissant la transparence et l'équité de traitement n'est prévu.

La crise sanitaire rend la prochaine rentrée scolaire incertaine. Pourtant il est indispensable d'anticiper de possibles rebonds épidémiques. L'école doit avoir plus de moyens pour réduire les inégalités, résorber le déficit d'école, aider tous les élèves et fonctionner sereinement.

Le SNUipp-FSU demande le maintien d'un protocole sanitaire strict avec fermeture de classe dès le 1er cas de covid. Il revendique un plan d'urgence pour l'école, qui passe par un engagement pluriannuel sur les moyens nécessaires à son bon fonctionnement. Dans l'immédiat, il demande la création de postes supplémentaires pour la rentrée 2021, notamment en postes de titulaires remplaçants qui font actuellement défaut pour assurer la continuité dans les écoles.